



Anne Bauer, Brice Couturier, Benoît Frydman, François Gaudu, Olivier Godard
et Yannick Jadot

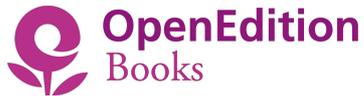
Comprendre la mondialisation III

Éditions de la Bibliothèque publique d'information

Ouverture

Anne Bauer

DOI : 10.4000/books.bibpompidou.1310
Éditeur : Éditions de la Bibliothèque publique d'information
Lieu d'édition : Paris
Année d'édition : 2008
Date de mise en ligne : 17 janvier 2014
Collection : Paroles en réseau
EAN électronique : 9782842462123



<http://books.openedition.org>

Référence électronique

BAUER, Anne. *Ouverture* In : *Comprendre la mondialisation III* [en ligne]. Paris : Éditions de la Bibliothèque publique d'information, 2008 (généré le 15 mai 2023). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/bibpompidou/1310>>. ISBN : 9782842462123. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.bibpompidou.1310>.

Ouverture

Anne Bauer *

Bonsoir à tous, cette table ronde s'intitule « L'environnement entre péril et préservation ». Je vais commencer par vous présenter les différents intervenants de cette soirée. Tout d'abord, Laurence Tubiana, directrice de l'[Institut du développement durable et des relations internationales](#) (IDDRI), et professeur à Sciences politiques. L'IDDRI est une association qui réunit des chercheurs et des décideurs politiques pour réfléchir à de meilleurs moyens de gestion politique des ressources de la planète, de lutte contre les pollutions transfrontalières et pour trouver les voies d'une gouvernance mondiale sur ces questions qui concernent aussi l'immigration, la pauvreté, etc. Laurence Tubiana a également participé à des négociations internationales, comme la définition du protocole de Carthagène qui oblige les États exportateurs d'OGM à obtenir l'accord des États importateurs avant l'expédition de la marchandise. Peut-être nous expliquera-t-elle comment on passe de textes internationaux à la pratique? À mes côtés aussi, Yannick Jadot, directeur de campagne chez [Greenpeace France](#). Il était auparavant délégué général de SOLAGRAL en tant que spécialiste des questions de commerce agricole mondial et économiste. Je pourrais aussi ajouter que Yannick apprécie les balades en mer, en zodiaque, à côté des bases de sous-marins nucléaires et des thoniers français. Enfin, Olivier Godard nous accompagnera aussi ce soir. Il est chercheur au CNRS, professeur à Polytechnique, travaille depuis les années 1970 sur les enjeux environnementaux, et surtout les principes qui ont assis le droit international de l'environnement, notamment le principe pollueur-payeur, les marchés de droit, l'évaluation des risques et le principe de précaution. Il est aussi coauteur du *Traité des nouveaux risques*¹ et participe en ce moment à un groupe de travail sur les instruments économiques qui pourraient être mis en place pour favoriser le développement durable. Quant à moi, je m'appelle Anne Bauer, je suis journaliste aux *Échos*, et je préside l'Association des journalistes de l'environnement.

On prend de plus en plus conscience que la santé de notre planète n'est pas au beau fixe; notre mode de consommation est dévoreur de ressources naturelles. Si tous les habitants du monde vivaient comme nous, il faudrait sans doute deux, trois ou quatre planètes pour subvenir à nos besoins. Les économistes ont beau avoir peu étudié ces domaines, il existe pourtant des calculs pour mesurer notre empreinte écologique – c'est-à-dire la somme des ressources naturelles qu'on utilise – cela représente environ 120 %. Chaque année, l'homme emprunte à la nature 20 % de ressources renouvelables de plus que les flux de récupérations naturels de ces ressources. Les gens ont encore tendance à penser que la nature appartient à tout le monde et qu'il n'est pas nécessaire de s'en occuper. À l'heure où les prix du pétrole flambent, on sait que si tous les Chinois roulaient en voiture comme nous, ils consommeraient chaque jour 80 millions de barils soit l'équivalent ou même plus que la production journalière actuelle.

Cette prise de conscience de la dégradation de l'environnement et des ressources que nous utilisons est sans cesse répétée de rapports en rapports, de conférences en conférences. Les agences de l'ONU sonnent généralement l'alerte, que ce soit pour la pêche, la forêt, le climat, etc. Tout nous montre que pour satisfaire les besoins d'une population qui reste en progression, il faut multiplier la consommation d'eau, de bois, etc., ce qui pose à chaque fois d'autres soucis. Je crois que ce n'est pas la

peine de vous faire la liste des catastrophes. Vous avez entendu parler du réchauffement climatique: s'il était extrêmement rapide, il ne laisserait pas à l'homme le temps de s'adapter. Ajoutons à cela le trou de la couche d'ozone; aujourd'hui l'Organisation météorologique mondiale vient de publier un rapport pour rappeler que le trou n'a jamais été aussi large. Vous avez aussi entendu parler des espèces en voie d'extinction: 30 % des mammifères sont menacés de disparition. Il y a aussi le problème de l'eau: un homme sur cinq n'a pas accès à l'eau potable sur la planète et, chaque année, cinq millions de personnes meurent des conséquences de la pollution de l'eau. Enfin, vous devez connaître les problèmes du pétrole, qui est une ressource non renouvelable, et de la pêche, où les trois quarts des poissons sont pêchés à la limite de la surexploitation.

Il faut donc essayer de trouver des accords internationaux pour gérer cette ressource. Ceci est d'autant plus difficile que ce sont les États du Nord qui consomment la quasi-totalité des ressources, ce qui n'aide pas au dialogue avec les États du Sud. Chaque fois, les États du Nord prennent conscience du fait qu'ils ont été trop loin, mais dès qu'ils essaient de revoir les règles du jeu, les États du Sud leur répondent que la pollution vient du Nord, et, qu'à leur tour, ils ont, eux aussi, le droit de se développer et de rouler en voiture, et donc, qu'avant de leur demander de faire des efforts, les pays développés feraient mieux de les aider. Il y a eu toute une série de conventions internationales depuis les années 1970 pour essayer de régler les questions que sont l'eau, la biodiversité, le climat, etc. Elles sont cependant difficiles à mettre en œuvre, d'autant plus que la préservation de l'environnement et le développement économique ne font pas très bon ménage. Notre souci aujourd'hui est que nous avons beau avoir conscience de ces questions, la protection de l'environnement est une tâche à long terme, alors que l'économie, elle, est souvent un calcul à court terme. Pour exemple, on ne connaît pas vraiment le coût de l'érosion des sols et de la désertification par rapport à des mesures de prévention.

Il faut donc aujourd'hui un débat sur la planète pour essayer de trouver de nouvelles règles internationales de gouvernance. L'ONU a fixé beaucoup d'objectifs ambitieux, qui sont généralement acceptés par les 192 États membres. Il y a un calendrier, avec par exemple les objectifs du millénaire pour le développement, pour réduire entre autres la part de la population mondiale qui n'a pas accès à l'eau. Il y a eu plusieurs sommets, le sommet de la Terre à Rio en 1992 et à Johannesburg en 2002, qui ont fixé des objectifs précis, par exemple arrêter la perte de la biodiversité avant 2015. Enfin, il y a beaucoup de conventions internationales sur le trafic des déchets toxiques ou sur la lutte contre les marées noires par exemple – même s'il y a parfois des fuites, comme en Côte-d'Ivoire. Il y a des textes extrêmement ambitieux, mais comme il s'agit de défendre des biens qui appartiennent à tous, et à personne en particulier, personne n'a suffisamment de volonté politique pour les mettre en œuvre.

Notes

* Grand reporter aux *Échos*, présidente de l'Association des journalistes de l'environnement (AJE). ↗

1. GODARD Olivier, HENRY Claude, LAGADEC Patrick et KERJAN Erwann Michel, *Traité des nouveaux risques*, Paris, Gallimard, 2002. ↗